

Convention collective régionale

IDCC : 937. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(HAUTE-VIENNE ET CREUSE)**

(1^{er} juin 1977)

(Etendue par arrêté du 22 juillet 1980,
Journal officiel du 21 septembre 1980)

**AVENANT DU 3 JUIN 2009
PORTANT INSERTION D'UN ARTICLE 35 *bis*
RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : ASET0950722M

IDCC : 937

Entre :

L'UIMM de la Haute-Vienne et de la Creuse,

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le prolongement des dispositions figurant à l'article 14 de l'accord national du 26 février 2003 relatif à la sécurité et à la santé au travail, les dispositions ci-après manifestent la volonté commune des parties signataires de faire bénéficier les salariés mensuels de garanties collectives leur permettant une protection effective en matière de risque tel que le décès.

Article 1^{er}

Prévoyance

Il est inséré un article 35 *bis* à l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse ainsi rédigé :

« Article 35 *bis*

Prévoyance

1. Prévoyance

A compter du 1^{er} mars 2010, l'employeur mettra en place, en faveur des mensuels ayant plus de 1 an d'ancienneté qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, un régime de prévoyance comportant prioritairement une garantie décès.

Cette garantie décès pourra inclure le versement d'un capital en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité de 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé au premier alinéa ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,20 % du montant de la rémunération annuelle garantie du mensuel classé au coefficient 215.

Cette cotisation sera calculée sur la base de la rémunération annuelle garantie en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera réduite *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de prévoyance quel qu'il soit, y compris un régime couvrant les frais de soins de santé, existant dans l'entreprise.

2. Dénonciation partielle

Les dispositions du présent article pourront faire l'objet d'une dénonciation unilatérale par chaque signataire, indépendamment des autres dispositions de la présente convention collective.

La dénonciation sera notifiée, par son auteur, à tous les signataires par lettre recommandée avec avis de réception et fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction des relations du travail au ministère du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un préavis de 3 mois, et une nouvelle négociation devra s'engager à la demande de l'une des parties intéressées.

Lorsque la dénonciation sera le fait d'une partie seulement des signataires employeurs ou salariés, elle ne fera pas obstacle au maintien en vigueur des dispositions du présent article.

Lorsque la dénonciation sera le fait de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, le présent article cessera de plein droit de produire ses effets à la date d'entrée en vigueur du nouvel article destiné à le remplacer ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la fin du préavis. »

Article 2

Dépôt

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'UIMM de la Haute-Vienne et de la Creuse.

Fait à Limoges, le 3 juin 2009.

(Suivent les signatures.)